

Mairie du Kremlin-Bicêtre  
**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTÉ N° 2024-585**  
**AUTORISATION D'INSTALLER UNE PALISSADE SUR LE DOMAINE PUBLIC**  
**Prolongation et modification**  
**Rue du 14 Juillet**

Le Maire de la commune du Kremlin-Bicêtre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe ;

Vu l'ordonnance de police du 1<sup>er</sup> Juin 1969 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 novembre 2009, instituant des droits de voirie ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, portant revalorisation des taxes et tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

Vu l'arrêté municipal 2024-501 portant délégation de fonction de Monsieur BERROIR, Directeur des Services Techniques ;

Vu la demande en date du **18 décembre 2024** par laquelle **la Sté BT France** demande la prolongation de l'autorisation d'installer une palissade au droit du **16, rue du 14 Juillet** sur une longueur de **17,40** mètres linéaires ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur des Services Techniques.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté proroge et modifie l'arrêté 2023-380 à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 Janvier 2025**.

**ARTICLE 2 :** l'autorisation d'occuper le domaine public qui fait l'objet de la demande susvisée, est accordée à charge par le pétitionnaire de se conformer aux prescriptions particulières ci-après :

- a) la présente autorisation est accordée pour la durée des travaux,
- b) le pétitionnaire sera tenu pour seul responsable de tout accident pouvant survenir du fait de son installation.
- c) la présente autorisation ne pourra être transférée à aucun autre bénéficiaire sans le consentement de l'administration communale.
- d) **la Sté BT France** s'engage à respecter la charte chantier de la ville, et notamment en matière de coloris de palissade.
- e) Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage, dans le délai d'UN AN à partir de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou partie lorsque l'intérêt public l'exigera. Le pétitionnaire est tenu de se conformer à ces décisions sans pouvoir prétendre, de ce chef à aucune indemnité.

f) à notification du document transmis par le Trésor Public, le permissionnaire acquittera les droits de voirie applicables à cette autorisation.

**ARTICLE 3 :** Le permissionnaire est soumis à toutes les mesures relatives à la protection sanitaire en conformité avec les textes et règlements en vigueur. La mise en œuvre de ces mesures relève de sa responsabilité pleine et entière et tous manquements à ces obligations rend caduque le présent acte.

**ARTICLE 4 :** Pour l'utilisation du domaine public, la société L'ECRIN, domiciliée au 28, rue de la Croix aux vents –

78380 Bougival, devra s'acquitter des droits prévus dont le détail suit, qui lui seront réclamés par le Trésor Public, conformément à la formule suivante :

(Mètre Linaire) x (Prix du droit de voirie de l'année en cours) x (mois ou fraction de mois entamé)

**Soit : 17,40ml x ((20 x 12)/365 x 31 jours) =365,31 euros (Trois cent soixante-cinq euros et trente et un centimes)**

Ce montant est donné à titre indicatif, le montant final correspondra à la période réelle de l'occupation du domaine public

ARTICLE 5 : Un exemplaire du présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commissaire de Police,
- à Monsieur le Directeur de la Police Municipale de Proximité
- l'EPT Voirie
- à la société L'ECRIN - 28, rue de la Croix aux vents – 78380 Bougival
- à entreprise BT France

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 20 décembre 2024

Pour Le Maire Jean-François DELAGE et par délégation,

Le Directeur des Services Techniques,

**Fabien BERROIR**



**Délais et voies de recours** : le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télé recours citoyens » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)